

LGBT-PHOBIES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN FRANCE

BAROMETRE 2020



Etude réalisée par le Caélif Etudiant·e·s LGBT+
Auteur·rice·s : Raphaël Wargon, Amandine Le Bellec
Illustration : Amandine Le Bellec



Ce rapport est basé sur les résultats d'une enquête effectuée par le Caélif entre juin et septembre 2020. Nous remercions toutes les personnes ayant participé à son élaboration, ainsi que les référent·e·s égalité des universités qui ont partagé ce questionnaire au sein de leur communauté étudiante.

© Caélif 2020, tous droits réservés.

Il est possible de reproduire des parties de ce rapport à condition que la source soit explicitement citée.

Proposition de citation : Wargon Raphaël, Le Bellec Amandine. « LGBTphobies dans l'enseignement supérieur en France », pour le Caélif Etudiant·e·s LGBT+ d'Île-de-France, Paris, 2020.

Adresse mail : caelif.interasso@gmail.com

Site internet : <http://caelif-interasso.org/>

Réseaux sociaux : [Facebook](#) – [Instagram](#)

LE MOT DE LA PRESIDENTE DU CAELIF



Pour beaucoup d'entre nous, militant·e·s du Caélif, le secondaire n'a pas été une période facile. Nous cherchions à nous découvrir, à explorer notre sexualité et/ou notre identité, alors que pour la première fois, nous subissions nos premières expériences LGBTphobes. Nous étions nombreux·ses à croire que notre situation s'améliorerait sur les bancs de l'université. « *Tu vas voir, l'université c'est vraiment le lieu où tu seras libre de t'affirmer* », nous chantait-on. Mais est-ce réellement le cas ? Pour en avoir le cœur net, nous avons réalisé durant trois mois une enquête sur les LGBTphobies dans l'enseignement supérieur. En diffusant ce rapport, nous avons trois objectifs.

Informer. Sans chiffres, pas de politiques publiques. Face à l'absence flagrante de littérature et de ressources chiffrées sur la situation des étudiant·e·s LGBT+, il est difficile d'évaluer le niveau réel des discriminations subies par ces dernier·e·s.

Alerter. 10% des étudiant·e·s LGBT+ interrogé·e·s ont déjà subi une situation LGBTphobe dans leur établissement. Il est essentiel que les chiffres de cette étude soient diffusés, partagés, et pris en considération par la plus grande diversité d'acteur·rice·s possible.

Agir. Des mesures concrètes doivent être prises après la diffusion de cette enquête – par les administrations des écoles et universités, par les pouvoirs publics, etc. En l'absence d'enquêtes à grande échelle, le Caélif reconduira cette étude annuellement, avec pour objectif d'identifier les évolutions, si évolutions il y a.

Fière de nos engagements militants, je remercie vivement l'équipe du Caélif, en particulier Amandine et Raphaël, sans qui ce rapport si important pour nous tou·te·s n'aurait pu voir le jour.

Le Caélif dédie ce rapport aux jeunes LGBT+ qui attendent impatiemment de quitter le collège et le lycée, pour pouvoir *enfin* affirmer ce qu'ils sont. Nous avons été à votre place, nous vous comprenons, nous vous soutenons. Et, surtout, nous poursuivrons nos actions pour que vous ayez la possibilité d'évoluer dans un environnement bienveillant et inclusif.

Soyez fier·e·s de qui vous êtes.

Ophélie Adolle
Présidente du Caélif 2019-2020

SOMMAIRE

INTRODUCTION : UN ETAT DES LIEUX LES LGBT-PHOBIES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANÇAIS	6
Méthodologie	8
Description de l'échantillon	9
LGBT-PHOBIES SUBIES DANS LE SUPERIEUR : UNE VUE D'ENSEMBLE.....	11
Un environnement relativement sécurisant	11
Persistance des LGBTphobies dans le supérieur en 2020.....	12
ANALYSE THEMATIQUE : COMMENT EXPLIQUER LA PERSISTANCE DES LGBT-PHOBIES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN 2020 ?	14
Le sentiment de sécurité au prisme du profil personnel	14
<i>Etudiant·e·s femmes et/ou trans : une relation à leur établissement plus négative.....</i>	14
<i>Quid du cursus et de l'année d'étude?</i>	15
<i>Conclusion partielle.....</i>	16
Facs et administrations : un rôle crucial mais sous-investi	17
<i>Des administrations indifférentes ?.....</i>	17
<i>Les sanctions pour LGBTphobies : une relation de confiance abîmée entre étudiant·e·s et administrations</i>	19
<i>Conclusion partielle.....</i>	20
La place des associations LGBT+ dans le bien-être des répondant·e·s	21
<i>Vie étudiante et associative : quand les associations non-LGBT+ se saisissent de la question</i>	22
<i>Les associations LGBT+, facteurs de bien-être ?.....</i>	23
<i>Un backlash ? La visibilité LGBT+ dans l'enseignement supérieur en question</i>	25
<i>Conclusion partielle.....</i>	26
CONCLUSION	27
Post-scriptum : à nos trolls, le Caélif non-reconnaisant	28
Glossaire	29

AVANT-PROPOS

Le Caélif est le Collectif des Associations Etudiantes LGBTQ+ d’Ile-de-France. Il regroupe 17 associations d’universités, de grandes écoles et d’écoles privées. Afin de réaliser au mieux nos missions, de prendre la température des LGBTphobies dans le milieu de l’enseignement supérieur et de mieux connaître les mesures déjà prises contre elles, le Caélif a décidé de créer ce baromètre.

Cette enquête a été réalisée dans une démarche d’information, qui ne peut bien évidemment être détachée de nos activités associatives et militantes. Bien qu’il ne s’agisse pas d’un document purement scientifique, nous nous engageons ainsi à présenter de manière transparente nos résultats et à faire preuve d’honnêteté les concernant.

Nous souhaitons ici apporter une précision supplémentaire quant au terme utilisé pour désigner notre public. Nous avons choisi, en effet, d’utiliser « LGBT+ » et non « LGBTQI+ » – ce second acronyme étant plus inclusif vis-à-vis des personnes queer et intersexes. Les raisons de ce choix sont malheureusement assez simples : nous n’avons pas obtenu suffisamment de réponses de personnes intersexes et/ou se définissant comme « queer » pour pouvoir tirer des conclusions sur ces populations. Notre rapport étant plus représentatif de la situation des étudiant·e·s lesbiennes, gay, bi·e·s ou trans, nous avons donc choisi de les désigner comme « LGBT+ ».

« A en croire certain·e·s, les universités seraient des ‘tours d’ivoire’ isolées du reste de la société. Mais en y regardant de plus près, il semblerait bien qu’au contraire, les institutions académiques de ce pays soient le reflet de nos sociétés, aux prises avec les mêmes problématiques sociales et avec les mêmes questions de discrimination »

Lorry L. Jean, Directrice de l’ONG National Gay and Lesbian Task Force, 2003

INTRODUCTION : UN ETAT DES LIEUX LES LGBT-PHOBIES DANS L’ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANÇAIS

La situation spécifique des étudiant·e·s LGBT+ dans l’enseignement supérieur français reste, encore aujourd’hui, assez peu documentée – ce malgré l’annonce du Ministère en charge de mesures visant à lutter contre les LGBTphobies au sein de ce milieu. Du point de vue de la recherche francophone, les articles que nous avons pu trouver sur ce sujet traitent souvent de cas particuliers (comme une UFR STAPS¹) ou l’évoquent dans un cadre connexe ou plus général, comme celui des violences sexistes en école d’ingénieur·e·s². La littérature anglophone évoque le sujet de façon plus large, souvent sous l’angle de l’atmosphère (*climate*) dans laquelle les étudiant·e·s LGBT+ évoluent au sein de leur *college* (discrimination perçue, ressources proposées, programmes et services inclusifs, règles anti-discrimination)³. Cette idée d’atmosphère permet notamment de prendre en compte la violence verbale, touchant en 2009 plus des trois quarts de l’échantillon d’une enquête menée par des chercheur·se·s au Royaume-Uni, ce alors que plus de la moitié de l’échantillon considérait pourtant l’administration comme ouverte sur la question, voire même comme traitant activement des questions à ce sujet sur le campus⁴. Simultanément, l’université est considérée, dans ces articles, comme un lieu d’affirmation identitaire pour les jeunes LGBT+, qui y disposent en effet de plus de liberté par rapport aux règles du foyer et de l’enseignement secondaire. Cela rend d’autant plus crucial le fait d’y développer un climat bienveillant et sécurisant. Toutefois, il est difficile d’objectiver à quel point cela est le cas aujourd’hui, ou même si une évolution positive a eu lieu au cours des dernières années. Le constat est paradoxal: bien que d’un point de vue historique les associations étudiantes aient joué un rôle important dans les mouvements des droits LGBT+ outre-Atlantique et que les universités aient été le théâtre de l’émergence des études gaies et lesbiennes, les études sur l’environnement dans lequel évoluent les jeunes LGBT+ restent rares, et ce malgré la présence de professionnel·le·s opérant afin de produire des données et de favoriser l’inclusion des étudiant·e·s LGBT+ dans l’enseignement supérieur⁵.

Côté français, une des rares sources sur ce sujet précis est le rapport qu’une ancienne équipe du CaéLif avait réalisé avec SOS Homophobie en 2011, et qui avait réuni plus de 4500 réponses⁶. L’approche était cependant différente et visait à récupérer les avis de tout·e·s les étudiant·e·s possibles sur des questions d’homophobie afin de traiter la question des attitudes, (y compris celle des hétérosexuel·les) envers les LGBTphobies.

[1] Drivet, Noémie, Stéphane Champely, et Cécile Ottogalli-Mazzacavallo. 2019. « Regard sur l’hétéronormativité au sein d’une UFR STAPS : la normalisation des corps en jeu », *Staps*, vol. 124, n° 2.

[2] Briquet, Coline. 2019. « De la banalisation des violences de genre en école d’ingénieur·e·s », *Cahiers du Genre*, vol. 66, n° 1.

[3] Bradford, Andrea and Michael Kauth, « Sexual orientation and college students », *Sex in college: the things they don’t write home about*, 2012, Praeger, Westford.

[4] Ellis, Sonja, 2009. « Diversity and Inclusivity at University », *Higher Education*, vol 57, n°6.

[5] Renn, K. 2010. « LGBT and Queer Research in Higher Education: The State and Status of the Field ». *Educational Researcher*, vol 39, n°2.

Ainsi, 75% de l'échantillon était composé de personnes non-concernées par les LGBTphobies. Le présent rapport est basé sur un nombre de répondant·e·s LGBT+ supérieur à celui de ce rapport précédent, et d'un nombre de répondant·e·s non concerné·e·s moindre, ce qui n'est pas étonnant puisque les questions appellent directement, dans leur formulation, à une subjectivité LGBT+. Parmi les résultats que nous pouvons comparer aux nôtres, notons qu'il était arrivé à 60% des personnes LGBT+ de leur échantillon d'entendre des insultes LGBTphobes sur leur campus, « souvent » pour 18% et « rarement » pour 42% ; et que 70% environ de l'échantillon total était en faveur de la mise en place par l'administration d'un large panel de mesures pour les étudiant·e·s LGBT+.

[6] SOS Homophobe et Caëlif, 2011, « Les représentations de l'homosexualité en milieu étudiant. » <https://www.sos-homophobie.org/sites/default/files/Enquete-soshomophobie-caelif-2011.pdf>

[7] Alice Debauche, Amandine Lebugle, Elizabeth Brown et al., 2017. « Présentation de l'enquête Virage et premiers résultats sur les violences sexuelles » Documents de travail, n°229, Paris : Ined.

[8] Amandine Lebugle, Justine Dupuis et Equipe de l'enquête Virage, 2018, « Les violences subies dans le cadre des études universitaires : Principaux résultats des enquêtes Violences et rapports de genre (Virage) réalisées auprès d'étudiants de 4 universités françaises ». Documents de travail, n°245, Paris : Ined.

[9] Hamel, Christelle, 2020. « Violences intrafamiliales : les filles et les jeunes LGBT les plus touchés », Etudes et résultats, Paris, DDD.

Parmi les sources plus générales, l'enquête Violence et RAports de GENre (VIRAGE) de l'Institut national d'études démographiques (INED) présente peu d'informations sur notre population-cible, mais indique toutefois que parmi les hommes ayant déclaré avoir subi des violences sexuelles dans les 12 mois précédant l'enquête, le lieu d'étude est l'espace le plus récurrent au sein duquel se produisent ces violences⁷. Du fait de la difficulté d'observer spécifiquement la population des étudiant·e·s ainsi que des LGBT+, l'enquête présente pour remédier à un éventuel manque d'informations deux volets distincts, « LGBT+ » puis « étudiant ». Le document de travail issu de l'exploitation de ce dernier comporte peu de données portant sur l'orientation sexuelle des enquêté·e·s et aucune sur leur identité de genre. Dans une enquête spécifique au milieu étudiant publiée un an après la première, il est cependant indiqué que 4,9% des femmes enquêtées ayant déclaré avoir subi au moins un fait de violence à l'université pensaient que celui-ci était lié à leur orientation sexuelle réelle ou supposée⁸, un taux qui montait à 7,3% pour celles qui avaient vécu des violences sexuelles avec contact. Du côté des hommes, 10,9% des enquêtés ayant déclaré avoir subi au moins un fait de violence dans le cadre universitaire pensaient que celui-ci était lié à leur orientation sexuelle réelle ou supposée. Ces données témoignent donc de la persistance de l'homophobie dans le supérieur. L'échantillon spécifique aux personnes LGBT+ a toutefois été assez peu exploité, à part dans une enquête du Défenseur des Droits sur les violences intrafamiliales, rapportant que ces dernières touchaient particulièrement les filles et les jeunes LGBT+⁹. Ces faits concernent sans doute des étudiant·e·s au vu des classes d'âge concernées.

Ainsi, la question des LGBTphobies dans le milieu supérieur, et d'autant plus en France, reste encore peu étudiée. Il s'agit d'un sujet difficile à documenter : la population étudiante est hétérogène et nombreuse, et y chercher les personnes LGBT+ (en dehors des associations, et qui plus est quand ces personnes ne sont pas out) peut s'apparenter à rechercher une aiguille dans une botte de foin. Toutefois, et dans un contexte où le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a annoncé en 2019 une série de mesures pour l'inclusion des étudiant·e·s LGBT+, il nous semble plus que jamais nécessaire de documenter le « fait LGBTphobe » : comment, en effet, proposer des solutions quand la nature même des problèmes auxquels font face ces étudiant·e·s reste ignorée ?

Méthodologie

Cette enquête se base sur un questionnaire de 27 questions qui nous a permis de recueillir des informations sur le vécu des étudiant·e·s LGBT+ en Île-de-France et ailleurs, réunissant un total de 2197 réponses. Le questionnaire combinait des questions permettant d'établir leur profil (lieu et année d'études, cursus suivi, genre et identité de genre, intersexuation, orientation sexuelle), et d'autres concernant leur vécu en tant que jeunes LGBT+ (agressions subies par le passé, sortie du placard), leur ressenti à l'université (sentiment de sécurité, atmosphère générale, présence d'associations et utilité perçue), leur éventuelle expérience des LGBTphobies dans leur établissement d'enseignement supérieur, et enfin sur leur attitude quant aux politiques mises en place (ou non) par leurs administrations. Les propositions de réponse pour les questions à choix multiple étaient classées sans ordre récurrent (et non pas du « plus » vers le « moins » de LGBTphobies), l'objectif étant d'éviter le sur-signallement des faits rapportés.

Le questionnaire a été créé et hébergé sur Google Docs et diffusé sur les réseaux sociaux du Caélif ainsi que de ses associations membres. Des associations partenaires du Caélif (comme l'association nationale des étudiant·e·s sages-femmes) ont également fait circuler le questionnaire parmi leurs adhérent·e·s, et celui-ci a été diffusé sur la liste mail EFiGiES (mailing list des étudiant·e·s en études de genre) ainsi que dans certains groupes féministes. Enfin, certain·e·s référent·e·s Egalité Femmes-Hommes l'ont partagé par des moyens institutionnels. Le questionnaire était ouvert du 15 juin au 28 août 2020, mais du fait de la stratégie de promotion la majorité des réponses (environ 1700 sur près de 2200) ont été remplies le premier mois. Le public visé était les personnes LGBT+ d'Île-de-France ayant le statut d'étudiant·e pendant l'année universitaire 2019-2020, bien qu'une variété d'étudiant·e·s ne correspondant pas à ce profil ait répondu.

Le Caélif a conscience du fait que les réponses à ce questionnaire ne constituent pas un échantillon représentatif des étudiant·e·s LGBT+ de France ni d'Île-de-France. Le fait que la majorité de la communication soit passée par les associations du Caélif a conduit à la surreprésentation d'institutions dont l'association LGBT+ fait partie du Caélif, et qui sont en majorité des grandes écoles plutôt que des universités. De plus, par l'autosélection et le fait qu'à part pour les étudiant·e·s de l'Université Paris Est Marne-la-Vallée (UPEM) et de l'Institut d'Economie Scientifique et de Gestion (IESEG), ce questionnaire soit visible surtout par le public du Caélif et de ses associations, les répondant·e·s sont en moyenne plus proches du réseau associatif LGBT+ qu'une population représentative tirée au sort. Cela pourrait induire une meilleure connaissance relative des questions LGBT+ et donc une perception accrue des situations discriminatoires. Enfin, il est possible que cette enquête, du fait de sa transmission par les canaux de la vie universitaire et étudiante, atteigne moins les étudiant·e·s qui en sont parfois exclu·e·s, par exemple salarié·e·s ou travailleur·se·s, étranger·e·s, étudiant·e·s situation de handicap.

Toutefois, et malgré ces biais, il nous a semblé important d'exploiter et de communiquer nos résultats ; en espérant que cette enquête en amènera d'autres, plus grandes et menées par des professionnels ayant la capacité de gérer des échantillons tirés au sort. Les réponses que nous exploitons ne sont certes pas représentatives, mais elles ont le mérite de montrer et de nommer l'existence de certaines choses – notamment la persistance des LGBTphobies dans l'enseignement supérieur et leur sous-report auprès des administrations.

Description de l'échantillon

Comme indiqué plus haut, notre questionnaire nous a permis de collecter 2197 réponses individuelles. Les précisions qui vont suivre permettront à nos lecteur·rice·s de mieux saisir la composition de notre échantillon, et ainsi de pouvoir, si nécessaire, se faire une opinion sur celui-ci. Nous avons travaillé avec deux sous-échantillons : l'échantillon « sans troll » (2087 observations, étudiant·e·s LGBT+ et non-LGBT+ ayant rempli ce questionnaire de bonne foi), et enfin l'échantillon « LGBT+ » (1482 observations, uniquement les étudiant·e·s LGBT+). Nous avons parfois été mené·e·s à redécomposer ces échantillons (par exemple pour n'avoir que les francilien·ne·s), mais nous avons fait cela au cas par cas, quand la situation s'y prêtait.

D'aucun·e·s seront peut-être surpris·e·s de nous voir garder, à côté de l'échantillon le plus « sérieux » (LGBT+), des réponses de troll et/ou de personnes bien-intentionnées mais non concernées. Nous précisons ici que, sauf indication contraire, cette étude est bien évidemment basée sur l'échantillon des personnes concernées. Nous avons décidé de garder les personnes bien-intentionnées mais non-concernées comme point de comparaison avec les personnes concernées ; et les trolls au cas-par-cas en cela qu'ils illustrent les résistances aux droits LGBT+ à l'université. Il ne nous semble pas faire un mésusage de leurs réponses, dans le sens où tou·te·s ont indiqué consentir pleinement à l'exploitation de leurs contributions en début de formulaire.

Le fait de « troller » est un anglicisme, défini ici comme « un comportement en ligne déviant et antisocial à travers lequel l'utilisateur agit de manière provocative et de manière inappropriée quant aux attentes normatives propres à une communauté [...] les trolls agissant de manière répétitive et intentionnelle, afin de perturber la communauté et de créer des conflits »¹⁰. Nous avons recensé une centaine d'entre eux sur notre questionnaire, soit un peu plus de 4% des réponses. Certain·e·s ont laissé des données : la majorité vient de l'UPEM (30%) ou d'établissements parisiens (26,5%). Ces réponses ont été identifiées comme « troll » en fonction de leur contenu : violent, ouvertement LGBTphobe, ou complètement absurde, comme toutes les réponses définissant leur genre comme « hélicoptère de combat » (il faut reconnaître aux trolls un côté très écolo par le recyclage de la seule et même blague depuis qu'Internet existe). La plupart semblent être des hommes, et seules quatre femmes, dont une féministe anti-trans, sont comptabilisées.

Nous comptons au total 29% de réponses de personnes non-concernées mais bien-intentionnées, la plupart des femmes. Beaucoup de réponses de personnes non-concernées proviennent de l'UPEM, ce qui s'explique par la diffusion du questionnaire au sein de l'ensemble de la communauté étudiante. Parmi les réponses sur lesquelles l'on pourrait avoir un doute se trouvent celles des personnes « en questionnement » sur leur orientation sexuelle (132 réponses, 6% de l'échantillon). Le choix est difficile, car beaucoup de ces réponses sont incomplètes ou peu représentatives. Toutefois, certaines sont au contraire très détaillées ; notamment celles de personnes LGBT+ auto-identifiées qui prennent l'opportunité de répondre « en questionnement » comme celle d'un refus de se positionner. Nous avons donc décidé, *in fine*, d'inclure les réponses « en questionnement » à notre échantillon LGBT+.

Notre dernier (et principal) échantillon est donc celui des réponses identifiées comme provenant de personnes concerné·e·s. Il est à noter que nous sommes repassé·e·s manuellement sur cette catégorie sur l'ensemble du dataset afin d'être sûr·e·s de n'exclure/inclure personne injustement. La grande majorité étudiée en Île de France (68%),

[10] Fichman P, Sanfilippo. 2015. « The Bad Boys and Girls of Cyberspace: How Gender and Context Impact Perception of and Reaction to Trolling ». *Social Science Computer Review*. Vol 22, n°2.

et presque un quart (24%) de l'échantillon provient d'institutions où une association membre du Caélif est présente. Cela reste considérable, mais témoigne également du fait que de nombreuses réponses viennent d'institutions où nous n'avons que peu voire pas de présence. Cet échantillon étant celui sur lequel nous basons nos résultats, il nous paraît intéressant de développer son profil général. Il est à noter que parfois, la somme des pourcentages que nous présentons n'atteint pas exactement les 100%, ce qui provient de la présence de réponses individuelles difficiles à classer.

L'échantillon LGBT+ est constitué de 53,2% de femmes, 36,3% d'hommes, et 10,3% de personnes non-binaires (et quelques personnes se définissant comme femmes et non-binaires). La plupart sont cisgenres (environ 91%), et environ 9% sont trans. Parmi les personnes trans, on compte une majorité de personnes non-binaires (55,5%), un peu moins d'hommes (27,7%) et encore moins de femmes (16,8%). Une dizaine de personnes se déclarent intersexes, ce qui malheureusement ne nous permet pas d'interpréter les résultats uniquement pour cette catégorie (échantillon trop faible). Au total, 40% de l'échantillon revendique une identité homosexuelle, 48% bi/pansexuelle, 12% une autre identité (queer, asexuel·le ou en questionnement). Pour les femmes, 60,4% sont bi/pansexuelles, 24,3% homosexuelles, 15,3% ont une autre identité. Les proportions s'inversent chez les hommes : 67,3% sont homosexuels, 25,2% sont bi/pan, 7,5% en questionnement ou autre identité.

Dans l'ensemble, nous disposons donc d'un échantillon diversifié et relativement complet. Bien que nous n'ayons pas prévu, au premier abord, de recevoir tant de réponses de trolls ou de personnes non-concernées, ces réponses se sont finalement avérées utiles voire intéressantes à des fins de comparaison et d'exemplification.

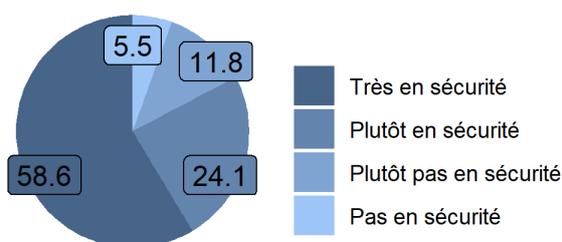
LGBT-PHOBIES SUBIES DANS LE SUPERIEUR : UNE VUE D'ENSEMBLE

Un environnement relativement sécurisant

[11] Un écart-type est un outil permettant de mesurer la dispersion de résultats autour de la moyenne. Par exemple, si les résultats sont très éloignés de la moyenne de manière générale, l'écart-type sera plus élevé que s'ils sont très rapprochés. Ici, on peut voir que les résultats varient généralement entre 5,5 et 9,5 (sur une échelle de sécurité de 0 à 10).

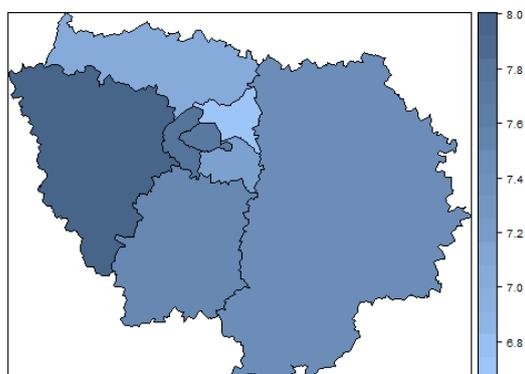
De prime abord, nous avons constaté que la situation perçue par les répondant·e·s au regard des LGBTphobies dans l'enseignement supérieur paraît plutôt positive. En particulier, sur une échelle de 0 (pas du tout en sécurité) à 10 (parfaitement en sécurité), les répondant·e·s se placent en moyenne à 7,5, avec un écart-type¹¹ de 2,1 ; cette moyenne est plus haute en IDF (7,6) et avec un écart-type légèrement plus faible (2,06) qu'en dehors (7,3 et 2,1), mais tend à indiquer que globalement, les étudiant·e·s LGBT+ de notre échantillon ne se sentent pas en danger dans leur établissement. Cette relation positive a notamment mené un de nos répondants à nous préciser n'avoir « jamais (...) subi d'homophobie pendant sa scolarité », tandis qu'un·e autre nous a dit considérer son université comme l'endroit le plus sécurisant pour les personnes LGBT+ de sa connaissance.

Echelle simplifiée du sentiment de sécurité



La carte suivante a été réalisée à partir des moyennes de sécurité perçue par nos répondant·e·s francilien·ne·s. On observe que les trois départements où nos répondant·e·s se sentent le plus en sécurité dans leur établissement sont les Yvelines (moyenne de 7,9/10, mais avec seulement 13 réponses, ce qui rend le résultat difficilement exploitable), les Hauts-de-Seine (7,8 avec 47 réponses) et Paris (7,7 avec 534 réponses).

Géographie de la sécurité perçue par les répondant·e·s en Île-de-France



Ce climat plutôt favorable à première vue est conforté par le fait que presque 28% des répondant·e·s nous ont rapporté avoir connaissance de politiques spécifiques pour les personnes LGBT+ de leur établissement, cette proportion atteignant 36,5% pour les francilien·ne·s. Du fait du manque de données pour les années précédentes il est difficile de comparer la situation avec le passé, mais les annonces récentes faites par certaines

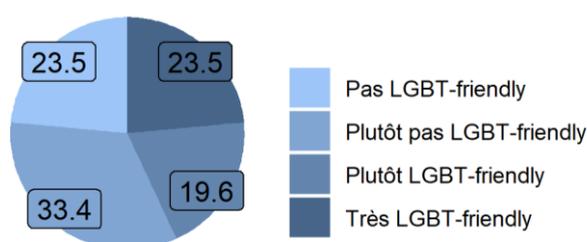
universités suggèrent que l'intérêt pour la mise en place de ces politiques reste récent, et donc que la situation connaît actuellement une évolution positive. Enfin, une partie non-négligeable de nos répondant·e·s (35%) considère son administration comme étant ouverte et/ou engagée sur la question des droits LGBT+.

Ces nouvelles sont donc bonnes et encourageantes, et correspondent à la description, par certain·e·s chercheur·se·s, de l'université comme lieu d'épanouissement pour les personnes LGBT+. Toutefois, ces premiers résultats sont nuancés par un certain nombre d'autres informations obtenues grâce à l'analyse de notre échantillon.

Persistance des LGBTphobies dans le supérieur en 2020

En effet, se sentir « en sécurité » ne signifie pas nécessairement se sentir pleinement accueilli·e, et encore moins voir son identité valorisé·e : sur une échelle de 0 (pas du tout LGBTfriendly) à 10 (extrêmement LGBTfriendly), les étudiant·e·s de notre échantillon placent en moyenne leur établissement à 5,3, c'est-à-dire ni vraiment LGBTphobe, ni vraiment LGBTfriendly. L'écart-type est plus important ici (2,7), ce qui indique donc des variations du sentiment d'accueil plus importantes. En Île de France, le climat LGBTfriendly des établissements est noté à 5,5 (écart-type de 2,7), tandis que les étudiant·e·s non-francilien·e·s l'estiment à 4,97 (écart-type de 2,6). Ainsi, si la réputation de Paris et de sa région comme étant « plus LGBTfriendly » reste confirmée, il s'en faut de peu, ce qui peut paraître décevant pour une ville qui revendique une atmosphère inclusive.

Echelle simplifiée de la perception de l'ouverture aux LGBT+ de l'établissement



Au total, près d'un quart (24,6%) des non-concerné·e·s et d'un tiers (32%) des concerné·e·s disent avoir été témoins de LGBTphobies dans leur établissement d'enseignement supérieur. Ces faits vont des insultes (présentes dans 58% des témoignages) et discours LGBTphobes (27%) aux moqueries (17%) voire aux menaces et harcèlement (5%). Les agressions physiques, heureusement, sont plus rares (1%), mais restent présentes. Enfin, nos répondant·e·s ont rapporté avoir souvent assisté au mégenrage des personnes trans (17%), ce qui contribue à une atmosphère délétère pour celles-ci. Il est préoccupant de constater que ces actes LGBTphobes ne sont pas que le fait d'autres étudiant·e·s : alors que 15% des faits rapportés ont eu lieu dans le cadre de la vie étudiante (événements, réseaux sociaux, ...), nous avons constaté à peu près la même proportion (17%) de cas ayant eu lieu en cours ou bien ayant été l'œuvre d'un·e professeur·e ou de l'administration. Enfin, il ne s'agit pas uniquement d'événements ponctuels, puisque ces actes ont été multiples dans presque un tiers des situations (27%).

Du point de vue des actes LGBTphobes subies directement en tant que victime, un·e étudiant·e sur dix, dans notre échantillon, affirme avoir subi des actes LGBTphobes dans son établissement, et un·e sur dix de plus rapporte penser en avoir subi mais n'en être pas sûr·e (cela peut être le cas pour des moqueries par exemple). Les actes cités sont sensiblement les mêmes que ceux évoqués plus hauts en tant que témoins. Ces actes

s'inscrivent dans une expérience de la violence généralisée chez les étudiant·e·s LGBT+ : 80% de notre échantillon rapporte avoir subi un acte LGBTphobe au cours de sa vie, et 45% déclarent avoir subi des LGBTphobies durant ses études (collège et lycée compris).

Surtout, la grande déception que nous apporte les résultats de l'enquête est que malgré le fait que 35% des répondant·e·s LGBT+ trouvent leur administration ouverte aux questions LGBT+, 9 répondant·e·s sur 10 victimes d'au moins une situation LGBTphobe dans son établissement n'ont pas rapporté ces faits à l'administration, notamment parce que les victimes pensaient que cela serait « inutile » voire que cela leur desservirait. Il est également déplorable que seul·e·s 13% des répondant·e·s LGBT+ indiquent que leur institution facilite l'accès au changement de prénom et de genre à l'université. En effet, cela semble montrer que les universités ne se sont que très peu saisies de cette question et/ou ont peu communiqué dessus quand de telles mesures ont été mises en place, ce malgré la lettre du 17 avril 2019 de la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation aux dirigeant·e·s d'établissement d'enseignement supérieur, qui va dans ce sens.

Pour finir, ce qui apparaît dans cette enquête, ce sont les standards relativement bas des étudiant·e·s LGBT+ en ce qui concerne leur bien-être. La définition de « sécurité » que la plupart adoptent est, en effet, plus négative (absence de persécutions) que positive (confiance en l'administration pour résoudre le problème). Ainsi, les étudiant·e·s ne voient pas de contradiction entre le fait de s'indiquer comme étant « très en sécurité », sans pour autant considérer leur établissement comme LGBTfriendly, et tout en considérant que celui-ci ne fait que peu (voire rien) sur le sujet. Ces résultats devraient interpeller les administrations, en cela qu'ils montrent que ces étudiant·e·s, loin de demander « toujours plus », au final, acceptent de faire beaucoup de concessions sur leur propre bien-être. Leurs demandes devraient être prises d'autant plus au sérieux au vu du fort degré d'auto-censure de ce groupe.

LGBTphobies dans le supérieur, quelques exemples

En 2019, l'association LGBT+ de Polytechnique (XY) organise une conférence sur le thème « Politique des Sexualités ». L'affiche représente deux policiers s'embrassant, œuvre de Banksy : **elle est censurée, selon Têtu pour « non-respect de l'uniforme »**. De manière similaire, au sein d'une exposition de BD LGBT+ itinérante (financée par l'ENS Paris-Saclay), une planche représentant du sexe lesbien a été censurée par la direction de l'Ensta Paris-Tech.

Pour en savoir plus : <https://start.lesechos.fr/apprendre/universites-ecoles/ecoles-dingenieurs-les-etudiants-lgbt-sous-pressure-1175513>

Ces événements (documentés) recourent les faits reportés anonymement au sein du questionnaire, tels que **la diffusion publique et ouverte** devant des dizaines d'étudiant·e·s de **séquences moqueuses et dégradantes par un vidéo-club étudiant**. Plusieurs femmes de l'échantillon ont été confrontées à une **drague lourde voire un harcèlement et des agressions** physiques de la part d'hommes hétérosexuels en soirée ; et un étudiant trans nous indique **avoir décidé de ne pas finir son année** à cause de la transphobie qu'il subissait dans le cadre de ses études.

ANALYSE THEMATIQUE : COMMENT EXPLIQUER LA PERSISTANCE DES LGBT-PHOBIES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN 2020 ?

Le sentiment de sécurité au prisme du profil personnel

Une première hypothèse que nous avons souhaité explorer est que le sentiment de sécurité serait dépendant de certaines caractéristiques dites « personnelles » des répondant·e·s. Celles-ci incluent notamment l'identité de genre, l'orientation sexuelle, le type de cursus suivi, ou encore l'année d'étude. Si ces facteurs peuvent paraître relativement indépendants de la vie universitaire au premier abord (car témoignant de situations de discrimination allant au-delà de l'enseignement) et donc difficilement « contrôlables » par les administrations, il nous a semblé essentiel de les indiquer ici. En effet, cette étude « par profil » montre qu'une même situation peut affecter différemment les étudiant·e·s, soulignant la nécessité d'une approche conscientisée de ces différences lors du développement de politiques spécifiques.

Etudiant·e·s femmes et/ou trans : une relation à leur établissement plus négative

[12] Une régression est un modèle statistique cherchant une relation entre une variable (ici, la sécurité) et d'autres variables que l'on considère comme possiblement explicatives (genre, orientation sexuelle, etc.). L'idée étant de savoir si, par exemple, être trans est corrélé à un changement de la sécurité perçue, toutes choses égales par ailleurs (année, orientation sexuelle, ...).

Cette corrélation n'indique pas nécessairement une causalité, et dans notre échantillon il est impossible de l'établir. S'il serait très improbable que la corrélation observée soit uniquement le résultat du hasard, on considère le résultat comme « significatif ».

Ainsi, en réalisant une régression¹² de la sécurité perçue des étudiant·e·s sur leur profil (genre, identité de genre et leur interaction, out ou non, orientation sexuelle et interaction avec le genre, année d'étude), nous déterminons que dans l'échantillon, être trans est associé à un point de moins sur l'échelle de sécurité perçue toutes choses égales par ailleurs. Cela est non-négligeable sur une échelle de 0 à 10 points, et ce d'autant plus que ce résultat correspond à un demi-écart-type (de façon très significative). Être une femme est associé à la perte d'un peu plus d'un demi-point (un peu plus d'un quart d'écart-type) de façon significative, et être non-binaire de la même façon à la perte de trois quarts de points. De manière un peu moins significative (seuil de 10%), être une femme trans est associé dans l'échantillon à encore un point de moins par rapport aux personnes trans et aux femmes de manière générale (c'est à dire deux points et demi de moins au total, sur une échelle de 0 à 10). Cela signifie que là où un étudiant gay cisgenre déterminerait son sentiment de sécurité à 7,5 (moyenne), une femme trans avec les mêmes autres caractéristiques se noterait à un peu moins de 5, en-dessous de la barre de « plutôt en sécurité ». Il s'agit ici d'un exemple moyen ; les choses peuvent varier (en mieux ou en mal), et la moyenne pour les femmes trans de l'échantillon est à 5,5. Ces résultats indiquent donc que, de manière générale, les étudiant·e·s femmes et/ou trans ou non-binaires se sentent moins en sécurité dans leur établissement que les autres ; soulignant donc l'importance du genre comme hiérarchie sociale ayant un effet direct sur la manière dont l'environnement est perçu (comme plus ou moins sûr), ce y compris au sein de sphères considérées comme « ouvertes » (la fac).

En revanche, pour nos répondant·e·s, être bi/pan ou revendiquer une autre identité ne change que très peu le résultat et de façon peu significative par rapport à l'identité homosexuelle, ce y compris en interaction avec le genre. De même, les personnes out de notre échantillon, à identité de genre, orientation sexuelle et année

d'étude égales, ne se sentent pas particulièrement plus ou moins en sécurité. Les deux auraient pu être vrai : être out c'est être plus visible certes, mais c'est aussi être moins confronté aux propos LGBTphobes qui ne nous sont pas destinés (puisqu'il n'est pas rare que les interlocuteur·rice·s se « lâchent » plus quand personne ne sait qu'une personne LGBT+ est présente).

Du point de vue cette fois-ci non pas de la sécurité, mais du climat offert par les établissements (perception de l'institution comme plus ou moins LGBTfriendly), les résultats sont moins tranchés. Les étudiant·e·s placent en moyenne leur établissement à 5,5 (Île-de-France), c'est-à-dire ni vraiment LGBTfriendly ni LGBTphobe. Les seuls coefficients significatifs sont ceux qui sont associés au genre : les femmes et les non-binaires ont tendance à percevoir leur établissement comme moins LGBTfriendly que les autres, accordant respectivement 0,75 et 0,6 points de moins (environ un quart d'écart-type) à leur école que les hommes. Cela semble donc indiquer que non seulement les étudiant·e·s femmes et/ou non-binaires se sentent moins en sécurité dans leur institution que les autres, mais en plus elles et iels considèrent leur établissement comme moins accueillant.

En revanche, être out a cette fois-ci un effet positif, quoique moins significatif (seuil des 10%), de 0,4 points, sur le fait de considérer son établissement comme LGBTfriendly. Plusieurs hypothèses peuvent être envisagées, mais il ne paraît pas aberrant de supposer que les personnes out sont probablement plus renseignées (en moyenne) sur les événements et politiques mises en place, et plus intégrées à la vie étudiante LGBT+, ce qui pourrait augmenter leur perception de la « LGBTfriendliness » de leur institution. Une autre hypothèse est celle de la causalité inverse – il est simplement possible que le fait d'être out soit partiellement causé par une atmosphère plus inclusive. Le fait d'être out, toutefois, semble être un choix relativement personnel, qui n'est corrélé ni au genre, ni à l'orientation sexuelle, ni au cursus.

[13] Collectif, « Nous Aussi: lettre contre le sexisme, l'homophobie et le racisme dans les grandes écoles de commerce », 16/01/2020. Consultable: https://www.liberation.fr/debats/2020/01/16/nous-aussi-lettre-contre-le-sexisme-l-homophobie-et-le-racisme-dans-les-grandes-ecoles-de-commerce_1773224 Dernière consultation le 17/09/2020.

[14] Patricia A. Tetreault, Ryan Fette, Peter C. Meidlinger & Debra Hope. 2013. « Perceptions of Campus Climate by Sexual Minorities », *Journal of Homosexuality*, vol 60, n°7.

Quid du cursus et de l'année d'étude?

Début janvier 2020 et à la suite d'une enquête publiée par Mediapart, un collectif « d'ancien·ne·s et actuel·le·s étudiant·e·s des grandes écoles de commerce française » publiait une lettre ouverte sur Libération, déplorant l'existence d'un climat délétère (homophobe, raciste, sexiste) au sein de leurs institutions et réclamant un changement radical de la part de leurs administrations¹³. Il nous a donc paru pertinent d'examiner l'effet de la filière sur le sentiment de sécurité perçu, ainsi que celui de l'année d'étude – certaines études américaines rapportant que les étudiant·e·s de première année seraient considérablement moins ouvert·e·s que les autres¹⁴. Toutefois, ce dernier aspect (année d'étude) n'est pas apparu comme pertinent au sein de notre échantillon.

En ce qui concerne l'effet de la filière, nous avons rangé les étudiant·e·s au sein de quatre catégories, selon les informations données sur leur cursus ainsi que leur école :

- Sciences naturelles et techniques (27,5% de l'échantillon bien-intentionné, 25,9% de l'échantillon LGBT+) – Sci_nat_tech
- Santé et protection sociale (17,7% de l'échantillon bien-intentionné, 16,5% de l'échantillon LGBT+) - Sante
- Sciences sociales, arts et humanités (37,9% de l'échantillon bien-intentionné, 42,6% de l'échantillon LGBT+) – Huma_soc

- Commerce, management et gestion (13,5% de l'échantillon bien-intentionné, 12,5% de l'échantillonLGBT+) - Commerce

Ces catégories sont très larges et en conséquence regroupent des situations assez différentes, mais suffisamment proches selon notre appréciation pour qu'il vaille la peine de les répartir ainsi. Certaines personnes sont associées à plusieurs filières à la fois : notamment, les étudiant·e·s en design (arts et commerce), et les double-diplômés. La surreprésentation de certaines institutions dans l'échantillon pose naturellement problème en termes d'interprétation. En effet, 36,6% des étudiant·e·s LGBT+ dans la filière Commerce font partie de l'IESEG, ce qui nous conduira également à approfondir nos analyses avec et sans ces étudiant·e·s pour vérifier que les corrélations avec la catégorie Commerce ne proviennent pas uniquement des étudiant·e·s de cette université.

Nos résultats tendent à aller dans le sens de l'enquête de Mediapart et de la lettre ouverte précédemment citée. En effet, la seule filière pour laquelle il y a une différence très significative dans l'échantillon (p-value sous 0,001%) par rapport aux autres est notre catégorie de Commerce. Celle-ci est associée à la perte de 0,5 points sur l'échelle de sécurité. Bien que cela ne représente qu'un quart d'écart-type, ce résultat indique toutefois une tendance générale négative en termes de climat pour les étudiant·e·s LGBT+ en école de commerce. Il n'est pas anodin qu'il s'agisse de la *seule* catégorie pour laquelle cela est le cas ; les cursus Sciences naturelles et Santé ne présentant pas de différence significative alors que les incidents n'y sont pas rares. De plus, les étudiant·e·s de la catégorie Commerce indiquent bel et bien par là une baisse de leur *sécurité* perçue (et non de la catégorie plus floue de « climat LGBTfriendly »), ce qui est d'autant plus inquiétant.

Même en retirant l'IESEG où la moyenne est très basse (en particulier l'IESEG Paris) et qui représente plus d'un tiers des effectifs des personnes dont la filière est comprise dans Commerce (36,6%), il continue à y avoir une corrélation négative bien que nettement moins significative (0,4 points, significative au seuil de 10%) entre le fait d'être dans une école de commerce et le sentiment de sécurité. L'IESEG ne paraît donc pas biaiser ce résultat, plaidant en la faveur d'un climat moins sécurisant en école de commerce.

Conclusion partielle

Pour conclure cette section, si les LGBTphobies semblent persister aujourd'hui dans l'enseignement supérieur français de manière générale, nous avons pu identifier plusieurs facteurs de « mise en vulnérabilité » qui freinent le développement d'un climat favorable aux étudiant·e·s LGBT+. Nous écrivons ici « mise en vulnérabilité » et non « vulnérabilité » car être femme, ou trans, ou en études de commerce, ne constitue pas une vulnérabilité intrinsèque et inhérente à la personne : ce sont les situations rencontrées qui font que celles-ci sont plus sujettes aux LGBTphobies.

Ainsi, de manière générale, les étudiant·e·s femmes et/ou trans ou non-binaires se sentent aujourd'hui moins en sécurité dans leur établissement que leurs camarades masculins et cisgenres, ce qui montre la prévalence des hiérarchies de genre et l'entremêlement des questions d'homophobie, de sexisme et de transphobie. Bien que ces hiérarchies ne soient pas propres au système universitaire, nos résultats montrent qu'une approche intégrée (et approfondie) des LGBTphobies et du sexisme est plus que jamais nécessaire. La situation est d'autant plus problématique au sein des cursus de commerce, où les étudiant·e·s tendent à se considérer comme moins en sécurité dans leur

établissement que dans les autres filières, soulevant le rôle clé que devraient jouer les administrations des établissements d'enseignement supérieur.

Facs et administrations : un rôle crucial mais sous-investi

Dans ce contexte de persistance des LGBTphobies (parfois accrues par certaines caractéristiques des étudiant·e·s) que nous venons d'analyser, le rôle des établissements d'enseignement supérieur paraît d'autant plus crucial. En effet, il ne s'agit pas tant d'événements isolés que de tendances générales, auxquelles seules les administrations pourraient répondre efficacement. Qu'en est-il de l'action de ces administrations dans notre échantillon ? Tout d'abord, il est nécessaire de noter que dans l'échantillon bien-intentionné, nous avons recensé 274 établissements d'enseignement supérieur, dont 140 en Île-de-France. Dans l'échantillon LGBT+, nous avons eu des réponses provenant de 252 établissements dont 134 franciliens. Au sein de ce même échantillon, environ 60% des répondant·e·s venaient d'universités ou IUT, environ 36% de grandes écoles ou écoles privées, et 2,5% d'autres établissements (lycées en général).

En raison d'une grande dispersion des répondant·e·s dans plusieurs institutions, il nous est impossible de réaliser un classement fiable des institutions, nous nous en tiendrons donc à des remarques plus générales des étudiant·e·s sur leur établissement. Toutefois, nous reviendrons plus bas sur l'étude d'un cas particulier, celui de l'UPEM, largement sur-représentée dans notre échantillon de par la diffusion de notre enquête à l'ensemble des étudiant·e·s par la référente Egalité Femmes-Hommes. Ainsi, l'UPEM correspond à quasi 29% des réponses bien-intentionnées pour l'Île-de-France, et environ 21% de l'échantillon LGBT+ francilien. Certaines grandes écoles (Sciences Po Paris, IESEG, Centrale Supélec) ont également largement participé mais posent plus de problèmes lorsqu'il s'agit de regrouper les étudiant·e·s par filière, ce qui nous empêche de les prendre comme études de cas.

Des administrations indifférentes ?

D'après nos répondant·e·s, l'attitude majoritaire des administrations d'universités est une ignorance par rapport à la question LGBT+ sans nécessairement s'y opposer, ce qui représente environ 62,5% de nos réponses. Seulement 2,5% jugent leur administration fermée et opposée aux droits LGBT+ ; et ces proportions sont à peu près similaires en Île-de-France ou en dehors, avec une légère augmentation des administrations perçues comme fermées pour les non-francilien·ne·s. Ces résultats sont donc plus « neutres » que réellement « positifs », puisqu'ils indiquent non une réelle ouverture mais une absence de fermeture.

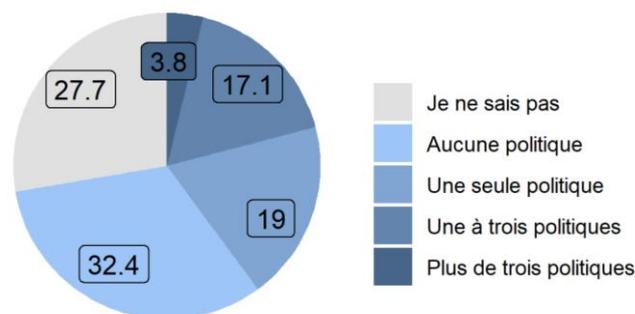
Cette absence de proactivité est problématique lorsque l'on considère un autre résultat de notre enquête, qui souligne le rôle important que possèdent les administrations pour la sécurité et le bien-être des étudiant·e·s LGBT+. Dans une régression, avec pour contrôle le profil des répondant·e·s (les mêmes variables que dans la section sur les caractéristiques personnelles), le fait que l'administration soit perçue comme ouverte plutôt qu'ignorante et neutre est associé de façon significative au gain d'1,20 points sur l'échelle de sécurité perçue (près de trois cinquièmes d'écart-type), ce qui capture plus de variation que le profil des répondant·e·s – et ce même en incluant le fait que les

répondant·e·s aient connaissance d'au moins une politique spécifique de l'administration pour les étudiant·e·s LGBT+ (ou le nombre de politiques recensées). L'effet inverse existe également dans le cas d'une administration « fermée ». Autrement dit, le fait qu'une administration soit considérée comme « ouverte » ou « fermée » aux questions LGBT+ a plus d'impact sur le sentiment de sécurité des étudiant·e·s LGBT+ que leur profil personnel (filière, transidentité, etc).

Ces résultats indiquent qu'une administration qui veut améliorer la situation des étudiant·e·s LGBT+ de son université à tout intérêt à communiquer de façon positive et proactive sur ces questions, et que prendre des mesures de façon discrète n'est pas suffisant, car les étudiant·e·s ont besoin de « se voir » soutenu·e·s. Les établissements ont donc les clés en main pour freiner cette « mise en vulnérabilité » que nous évoquions ci-dessus. Toutefois, lorsque nous avons demandé aux étudiant·e·s d'indiquer à quel point, sur une échelle de 0 à 10, ils pensaient que leur établissement prend des mesures pour les étudiant·e·s LGBT+, nous avons obtenu un résultat moyen de seulement 3,2 pour les LGBT+ (3,3 pour l'échantillon comprenant les non-LGBT+ bien-intentionné·e·s).

Ce résultat très faible est relativement surprenant car 40% de notre échantillon LGBT+ a indiqué connaître au moins une mesure pour les étudiant·e·s LGBT+ mise en place par leur établissement. Cela semble donc indiquer que la perception de la proactivité de l'établissement (notation sur une échelle de 0 à 10) ne se limite pas à la présence d'une ou de quelques politiques, mais bien de sa mise en place explicite. Il est probable que les politiques mise en place « discrètement » (une politique de changement de prénom longue et non-communiquée par l'université) ou « par défaut » (la présence de toilettes non-genrées par manque de moyens et non par volonté) ne soient pas considérées comme de la proactivité par les étudiant·e·s.

Combien de politiques spécifiques votre établissement a-t-il mis en place ?



Parmi les répondant·e·s LGBT+, que nous supposons plus informé·e·s des politiques mises en place par leur établissement que les autres, les politiques connues des étudiant·e·s sont :

1. La facilitation du changement de prénom et de genre (13,1% des étudiant·e·s LGBT+ ont conscience de cette possibilité)
2. La présence de toilettes neutres (volontairement ou non) (13%)
3. La mise à disposition de protections sexuelles, spécifiques aux LGBT+ ou non (12,6%)
4. Des sanctions envers les actes LGBTphobes (12,2%)
5. Un·e référent·e anti-discrimination dont la mission comprend les LGBTphobies (10,8%)
6. La présence d'un·e psychologue formé·e à ces questions (9,1%)
7. Des temps de sensibilisation (3,9%)
8. Le fait que les documents administratifs ne portent pas la mention de genre (3,1%)
9. La présence de vestiaires neutres (1,2%)

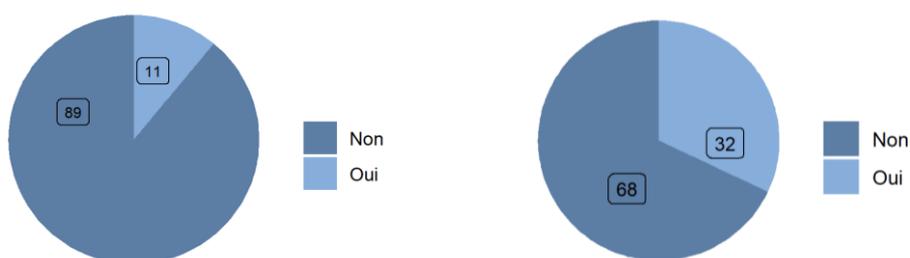
Bien qu'il soit difficile en l'absence de précédents baromètres de savoir ce qui a été fait dans les années précédentes, la présence de certaines de ces politiques, en particulier

pour les étudiant·e·s trans, est positive et sans doute relativement nouvelle, et dénote donc une attitude plus LGBTfriendly des établissements. Toutefois, il faut garder à l'esprit qu'aucune de ces politiques n'est mise en place de façon suffisamment large pour qu'au moins un cinquième de nos répondant·e·s la connaissent, la majorité des étudiant·e·s de l'échantillon ne connaissant aucune politique mise en place. L'absence de temps de sensibilisation est un aspect que le Caélif avait eu l'occasion de remarquer (l'association intervient désormais pour offrir des formations sur demande), et est absolument crucial afin d'améliorer le climat général des établissements.

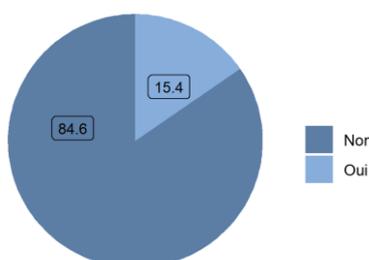
Les sanctions pour LGBTphobies : une relation de confiance abîmée entre étudiant·e·s et administrations

En ce qui concerne les sanctions envers les actes LGBTphobes, comme évoqué plus haut, 9 étudiant·e·s de l'échantillon sur 10 en ayant subi un ne l'ont pas reportée à leur administration, considérant que cela serait inutile, ou, pire, que cela pourrait jouer contre eux (et non contre leurs agresseur·euse·s). De plus, il est inquiétant de noter que les répondant·e·s ayant été victimes d'un acte, et celles et ceux qui en ont été témoins, considèrent en moyenne moins que les autres que leur établissement sanctionne ces actes. Ainsi, les répondant·e·s victimes d'actes LGBTphobes sont seulement 22% à considérer que leur administration sanctionne ces actes, les témoins sont 25%, tandis que celles et ceux qui n'ont ni été témoins ou victimes sont 35% à penser que leur administration applique des sanctions. Cela nous mène donc à relativiser d'autant plus les chiffres des étudiant·e·s pensant que leur administration sanctionnerait les actes LGBTphobes, qui semblent avoir une perception de la réalité plus positive qu'elle ne l'est. Cela peut également indiquer un certain « découragement » de la part des étudiant·e·s témoin ou victimes, qui remarquent alors qu'aucune suite n'est donnée à ce qu'ils ont vécu ou vu.

A subi un acte LGBTphobe dans l'établissement A été témoin d'un acte LGBTphobe dans l'établissement



Victimes ayant dénoncé l'acte à l'administration



Ces données sont malheureusement cohérentes avec le fait que parmi le peu d'étudiant·e·s de l'échantillon qui a rapporté des actes LGBTphobes à son établissement, les deux tiers nous rapportent soit ne pas avoir vu des mesures être prises (plus de la moitié) soit avoir bataillé pour obtenir des résultats. Parmi celles et ceux ayant vécu un acte et ne l'ayant pas reporté, 36% considéraient que ce serait inutile. Et si, parmi ceux-ci, environ 24% pensaient que l'acte n'était pas important, une part bien plus importante (35%) a indiqué avoir peur de la réaction de l'administration ou de représailles, et 24% ne savaient pas comment s'y prendre. Ces quelques chiffres peuvent indiquer que la relation de confiance entre les étudiant·e·s LGBT+ et leur administration semble relativement abîmée, et qu'elle ne pourra être réparée si les administrations ne donnent pas l'exemple.

Zoom : le cas de l'UPEM

La particularité de la collecte de données dans le cas de l'Université Paris Est Marne-la-Vallée (UPEM) justifie un zoom sur les réponses que nous avons obtenues de cette université. L'échantillon de l'UPEM compte presque autant de réponses d'étudiant·e·s LGBT+ que d'étudiant·e·s non-LGBT+ bien intentionné·e·s, de par la diffusion large du questionnaire par la Référente Egalité. Contrairement à la plupart de nos répondant·e·s (dont on peut penser qu'ils et elles ont eu connaissance de l'enquête par des associations-membres ou partenaires du Caélif), à l'UPEM, rien dans la communication de l'enquête n'est passé par l'association LGBT+. On peut donc supposer que des personnes LGBT+ qui ont pu voir le questionnaire à l'UPEM sont moins proches de la partie militante de la communauté que beaucoup de nos autres enquêté·e·s, et possiblement plus représentatif·ve·s de cette population générale.

La moyenne de l'échelle perçue de sécurité est la même au centième près dans l'UPEM par rapport à l'extérieur (7,47 au lieu de 7,5), et ce alors qu'en moyenne, les répondant·e·s pour l'UPEMLV la placent à 4,9 sur l'échelle de LGBTfriendliness (contre 5,4 à l'extérieur). Les résultats obtenus en ce qui concerne les actes LGBTphobes dans cet établissement sont inférieurs aux résultats généraux, avec 5,7% des répondant·e·s LGBT+ rapportant avoir été victime d'actes LGBTphobes (contre 10% en général), et 21,8% en ayant été témoin (contre 24,6%). Ces données sont à nuancer de par la présence de respectivement 10% et 15% supplémentaires qui indiquent « penser avoir subi/été témoin d'un acte LGBTphobe » mais n'en être « pas sûr·e ».

Toutefois, ces résultats illustrent une tendance précédemment observée : globalement, les étudiant·e·s LGBT+ semblent adopter une définition « négative » de leur sécurité (absence d'agression) plutôt que positive (mécanismes de prévention et de sensibilisation, valorisation de leur identité). Ceci expliquerait pourquoi les mêmes étudiant·e·s peuvent s'indiquer « très en sécurité » sur leur campus tout en ne le considérant pas comme particulièrement LGBTfriendly.

Conclusion partielle

Ainsi, les résultats exploités dans cette section témoignent du rôle crucial que pourraient (et devraient) jouer les administrations des établissements d'enseignement supérieur dans la lutte contre les LGBTphobies. En effet, le degré d'ouverture dont celles-ci témoignent est le facteur le plus fortement corrélé à une augmentation du sentiment de sécurité des étudiant·e·s - au-delà de leurs identités, de leur filière, etc. Toutefois, il ne peut

ni s'agir d'une communication de façade, ni de la mise en place discrète de politiques adaptées : il apparaît au contraire clairement dans notre enquête que les étudiant·e·s ont besoin d'une communication claire, ouverte, mais aussi pragmatique (mise en place de politiques réelles) sur ces sujets. Seules ces mesures permettraient de remonter tant le score de la « mise en place de politiques spécifiques » que de la « LGBTfriendliness ».

Dans un contexte où un·e étudiant·e sur dix dans l'échantillon nous rapporte avoir été victime d'un acte LGBTphobe, mais où seuls 15% de ces 10% ont osé le rapporté à leur administration, la mise en place de politiques réelles et claires semble d'autant plus nécessaire. Cela passe également par la formation du corps enseignant et administratif, qui fait partie des auteur·rice·s d'actes LGBTphobes reportés. Seules ces politiques paraissent à même de mettre un terme au cercle vicieux du non-report des LGBTphobies, où les étudiant·e·s ne reportent que peu les actes qu'ils ou elles subissent pensant que « c'est inutile » ou que « rien ne sera fait », ce qui conduit à une sous-estimation de la récurrence de ces actes par les administrations, qui n'agissent donc pas en conséquence.

La place des associations LGBT+ dans le bien-être des répondant·e·s

Toutefois, et nous le savons bien en tant qu'ancien·ne·s membres d'associations d'école, il est souvent long d'attendre que l'administration se saisisse d'elle-même d'une question. Le rôle des associations étudiantes et syndicales (associations LGBT+ mais pas que) est donc essentiel dans ce contexte, comme cela a pu être développé par différent·e·s chercheur·euse·s¹⁵. Mais qu'en pensent les étudiant·e·s LGBT+ ? Les associations LGBT+ sont-elles considérées comme utiles, ou bien une partie de la population les considère-t-elles comme « communautaristes » ? Et qu'en est-il du climat général offert par la vie étudiante ?

Parmi nos répondant·e·s LGBT+, presque la moitié (45%) disent avoir une association LGBT+ dans leur établissement. Il s'agit ici d'une présence « perçue » et non absolue, certain·e·s n'ayant pas connaissance d'associations existantes. Au sein de ces personnes, 86% des concerné·e·s jugent positive cette présence (le résultat est similaire pour les personnes non-LGBT+ ayant connaissance d'une association). Parmi les personnes ne pensant pas avoir d'association au sein de leur université, 78% des répondant·e·s LGBT+ pensent que la présence d'une telle association serait positive, ce qui dénote une attitude très favorable envers les associations LGBT+ étudiantes dans l'échantillon.

Evidemment, il ne faut pas exagérer ces résultats, car celles et ceux qui ont rempli ce questionnaire via des associations ont tout intérêt à les considérer positivement. Par chance, la collecte des données pour l'UPEM nous rapproche sans doute plus de la situation réelle : la majorité des étudiant·e·s ne sait pas qu'il existe une telle association dans leur université (malgré une existence bien réelle), mais les attitudes restent positives (à 73% pour toutes les réponses bien-intentionnées, et à 85% pour les LGBT+). De manière générale d'ailleurs, il y a moins d'étudiant·e·s défavorables aux associations LGBT+ dans l'échantillon LGBT+ de l'UPEM que dans l'échantillon général (8,5% contre 13,5%), ce qui est plutôt rassurant quant à la perception du milieu associatif par la population LGBT+ qui n'en est pas proche.

[15] Anita Tijerina Revilla. 2010. « Raza Womyn— Making It Safe to Be Queer: Student Organizations as Retention Tools in Higher Education » Black Women, Gender Families, vol. 4, n°1.

Voir aussi : Melinda D. Kane. 2013. « Finding "Safe" Campuses: Predicting the Presence of LGBT Student Groups at North Carolina Colleges and Universities », Journal of Homosexuality, vol 60, n°6.

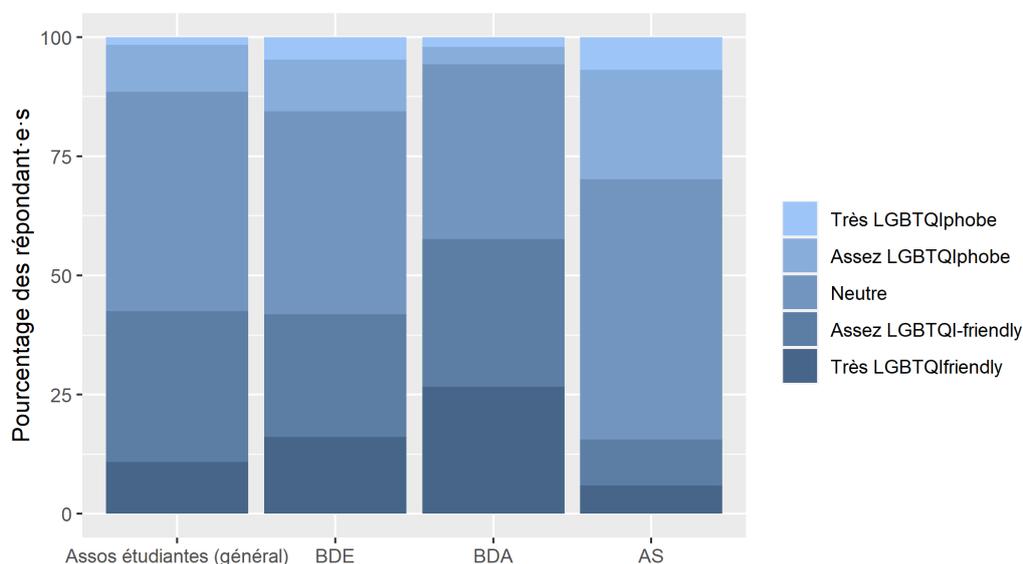
Vie étudiante et associative : quand les associations non-LGBT+ se saisissent de la question

En ce qui concerne l'ouverture de la vie étudiante, en moyenne, les répondant·e·s considèrent l'ensemble des associations étudiantes entre « Neutre » et « Assez LGBTfriendly » ce qui est encourageant. En ce qui concerne le « triptyque » des grosses associations (Bureau des Elèves, association artistique, association sportive), l'association considérée comme la plus LGBTfriendly est l'association artistique. Les répondant·e·s considèrent leur BDE comme en moyenne ni particulièrement LGBTphobe ni LGBTfriendly. A contrario, les associations sportives sont placées entre la neutralité et « Assez LGBTphobes », signifiant qu'elles restent perçues plus négativement que le reste. Malgré le rôle qu'a pu jouer la pratique sportive dans les sous-cultures gaies et lesbiennes, la fonction du sport dans la consolidation de la masculinité et la mise en scène de l'homophobie (d'autant plus que les équipes sont souvent des milieux fortement homosociaux), et, pour les femmes hétérosexuelles, la réaffirmation de leur féminité et de leur hétérosexualité (devenues douteuses à cause d'une pratique sportive perçue comme masculine), entrent probablement en jeu ici. C'est en tout cas ce qu'ont trouvé des chercheur·euse·s ayant travaillé sur des étudiant·e·s d'une UFR STAPS¹⁶.

[16] Drivet, Noémie, Stéphane Champely, et Cécile Ottogalli-Mazzacavallo. 2019. « Regard sur l'hétéronormativité au sein d'une UFR STAPS : la normalisation des corps en jeu », Staps, vol. 124, n°2.

Le graphique ci-dessous récapitule pour chaque association et la vie étudiante en général la part d'étudiant·e·s de l'échantillon qui la considère très ou assez LGBTphobe ou LGBT-friendly, ou neutre.

Ouverture perçue de chaque association aux personnes LGBT+



Si l'on cherche à décomposer ce climat général, nous constatons qu'une partie importante de l'échantillon des répondant.e-s LGBT+ (57%) indique qu'au moins une association ou organisation étudiante se saisit des sujets LGBT+. Le tableau ci-contre indique quel type d'association s'engage, selon les étudiant.e-s LGBT+, sur le sujet :

Type d'association	% d'étudiant.e-s LGBT+ considérant qu'elle s'investit sur le sujet
Bureau des élèves (BDE) ou équivalent	23%
Association féministe	31,5%
Syndicat	16,3%
Association pour les droits humains	10,7%
Association antiraciste	8%

Il est intéressant de noter que lorsque les étudiant.e-s disent ne pas avoir d'association LGBT+ dans leur campus, la proportion de répondant.e-s faisant état de sujets LGBT+ dans au moins une autre association tombe à 43,6%, soit plus de 10% de moins. Il est possible que ces répondant.e-s soient moins informé.e-s de la vie associative, mais une hypothèse solide pourrait également être que la présence d'associations LGBT+ augmente la prévalence de ces questions dans la sphère étudiante de manière générale (en apportant des sujets, des compétences, des discussions, des points de revendication, des partenariats, etc).

En ce sens, il n'est pas anodin de noter lorsque les syndicats, associations féministes et BDE (de façon moindre) se mobilisent sur les questions LGBT+, la probabilité que les répondant.e-s fassent état d'au moins une politique spécifique pour les étudiant.e-s LGBT+ dans leur établissement augmente (augmentation moyenne dans l'échantillon de la probabilité de plus de 25% pour les syndicats, 14,5% pour les associations féministes, 9% pour les BDE, obtenu par un modèle linéaire généralisé de type probit). Cela montre l'importance des coalitions qui, si on ne peut affirmer qu'elles augmentent réellement la probabilité d'avoir une politique mise en place (cela serait possible mais nous ne pouvons l'affirmer), permettent *a minima* une meilleure connaissance des politiques existantes pour les étudiant.e-s.

Les associations LGBT+, facteurs de bien-être ?

Mais qu'en est-il des associations LGBT+ elles-mêmes ? Nous avons estimé l'impact du profil et de différents facteurs sur le fait de penser que les associations sont positives au moyen d'un modèle probit. Pour l'échantillon des LGBT+, les facteurs ayant un impact significatif (et positif) sont notamment ceux du genre, celui d'être au courant de la présence d'une association LGBT+, et enfin la perception du milieu étudiant comme LGBTfriendly lui-même. Ainsi, être une femme augmente la probabilité de trouver

l'association utile de 9%. Cette analyse dans l'échantillon général nous apprend également que toutes choses égales par ailleurs aussi, les concerné·e·s trouvent les associations plus utiles, avec un effet moyen de 11% sur cette probabilité. De manière générale, les associations sont donc considérées positivement, mais cette perception augmente quand il existe bel et bien une association, et que les personnes interrogées sont des femmes et/ou LGBT+.

Toutefois, il est plus difficile de déterminer si la présence d'une association augmente (ou fait décroître) le sentiment de sécurité des étudiant·e·s. Nous avons formulé, a priori, deux hypothèses :

- Vision positive : les associations LGBT+ étudiantes, en construisant une communauté capable d'agir et conviviale, améliorent la situation des étudiant·e·s LGBT+, ce qui se traduira par un sentiment de sécurité plus élevé quand les associations sont présentes pour les étudiant·e·s qui pensent qu'elles sont utiles (et moins élevé lorsqu'elles ne sont pas là et qu'elles sont jugées utiles).
- Vision négative : certain·e·s répondant·e·s, y compris parmi les LGBT+, pensent que les associations LGBT+ étudiantes sont néfastes pour la sécurité des étudiant·e·s LGBT+ parce qu'elles renforceraient le « communautarisme ». Si cette hypothèse est vraie, il semblerait logique que la présence d'une association LGBT+ baisse la sécurité perçue des répondant·e·s, et que ces dernier·e·s ne trouvent pas d'utilité aux associations.

Nos résultats invalident largement la vision négative. En effet, il y a moins d'étudiant·e·s victimes d'actes LGBTphobes parmi les répondant·e·s trouvant les associations inutiles (8,8% contre 11,4%), ce qui semble indiquer que celles et ceux qui ont vécu une situation d'insécurité (violence) les trouvent globalement utiles. De plus, l'écrasante majorité des étudiant·e·s LGBT+, et ce à tout niveau de l'échelle de sécurité perçue, trouve ou trouverait positive la présence d'une association.

Toutefois, nos données ne nous permettent pas de lier significativement la présence d'une association à l'augmentation (ou la diminution) de la sécurité perçue. En revanche, lorsque nous nous penchons sur la perception des associations comme utiles par les étudiant·e·s (d'abord dans une régression sans contrôles, mais le résultat est robuste avec contrôles, y compris concernant l'établissement), il semble que trouver qu'une association est utile est plutôt associé à une diminution de la sécurité perçue. Plusieurs explications peuvent être avancées, qu'il faudrait confirmer à travers une enquête qualitative.

Il est tout d'abord possible que les étudiant·e·s se sentant moins en sécurité d'un point de vue subjectif perçoivent la présence d'une association comme d'autant plus utile ou nécessaire. Cela pourrait être le cas pour les étudiant·e·s faisant face à des situations difficiles d'un point de vue personnel. De surcroît, il est possible que pour les militant·e·s, qui à la fois perçoivent plus les LGBTphobies puisqu'ils y sont formé·e·s, et y font plus face puisqu'en étant visibles ils s'exposent d'autant plus. Il est également possible que l'effet causal aille dans l'autre sens : le fait de penser qu'une association est utile conduit à s'engager et donc ensuite à une perte relative du sentiment de sécurité.

Il est également possible que les associations LGBT+ n'augmentent tout simplement pas le sentiment de sécurité, mais accroissent une autre mesure du bien-être sur laquelle nous n'avons pas demandé aux étudiant·e·s de se positionner dans le questionnaire (amélioration des conditions d'études, convivialité, visibilité, événements festifs, sociaux, culturels et politiques, etc). Cela pourrait se faire potentiellement au prix d'une partie du

sentiment de sécurité car, d'une certaine façon, c'est ce qui se passe quasiment systématiquement au moment des coming-out. Ces derniers comportent toujours une portion de risque que nous choisissons à la place de la sécurité que nous apporte le fait d'être perçu·e·s comme cisgenre et/ou hétérosexuel·le·s. Ainsi, les personnes qui trouveraient les associations utiles auraient plus investi leur identité ; et parce qu'elles ont pris ce risque, elles se sentiraient moins en sécurité, mais la présence de l'association leur apporterait quelque chose qu'elles jugent plus important. Seule une enquête qualitative, fondée sur des entretiens, nous apportera des réponses.

Un backlash ? La visibilité LGBT+ dans l'enseignement supérieur en question

[17] Faludi, Susan. 1991. *Backlash. The Undeclared War Against American Women*, Crown Publishing Group, New York.

[18] Mansbridge, Jane et Shauna L. Shames. 2012. « Vers une théorie du backlash : la résistance dynamique et le rôle fondamental du pouvoir. » *Recherches féministes*, vol 25, n°1.

[19] Laure Bereni, Sébastien Chauvin, Alexandre Jaunait et Anne Revillard. 2008. *Introduction aux Gender Studies. Manuel des études sur le genre*. De Boeck, Bruxelles.

Les remarques subjectives laissées par certain·e·s étudiant·e·s nous ont conduit à examiner la question de cette potentielle perte de sécurité au prisme du concept de « backlash » (retour de bâton) développé par Susan Faludi¹⁷. Mansbridge et Shames ont généralisé ce concept : pour elles, il s'agit d'une réaction de coercition (plus ou moins subtile) d'un groupe possédant un certain pouvoir suite à une menace au statu quo, et qui vise à rétablir le pouvoir perdu¹⁸. Cela peut notamment passer par la ridiculisation de la cause, mais peut prendre des formes plus graves (harcèlement, agressions, etc).

Nous considérons pour notre part le genre non pas seulement comme le descriptif d'une identité (identité de genre, se sentir homme, femme, autre), mais également, d'un point de vue plus académique, comme un système de bipartition hiérarchisée de l'humanité¹⁹. En clair, nos identités individuelles font partie d'un système qui ne tolère que deux identités légitimes, et qui sanctionne toute tentative de dérogation tant à cette hiérarchie (être « une femmelette » pour un homme, une « camionneuse » pour une femme) qu'à cette bipartition (transphobie et opération des enfants intersexes). L'homosexualité, la bi/pansexualité et les transidentités constituent donc une infraction à ce système, ce qui pourrait mener à des réactions de backlash de la part de celles et ceux qui y adhèrent.

En ce sens, revendiquer une identité LGBT+ au point de créer une association fera réagir des étudiant·e·s qui ne se seraient pas positionné·e·s sur la question si elle était perçue comme lointaine et comme ne leur demandant aucun effort ni aucune perte de statut (comme par exemple, avoir un·e « ami·e » LGBT+ mais continuer à chanter des chants homophobes). C'est sous cet angle que nous pensons qu'il est pertinent d'analyser que malgré le fait qu'un tiers de l'échantillon rapporte avoir été témoin d'actes LGBTphobes dans l'enseignement supérieur, certain·e·s répondant·e·s, en particulier des hommes (généralement cisgenres et hétérosexuels mais parfois LGBT+), expliquent que conduire un tel questionnaire et « se victimiser » dessert la cause en créant de « faux problèmes » Pour les répondant·e·s LGBT+ s'ajoute la notion qu'il faudrait être discret·e et ne pas former de communauté séparée.

Assez souvent, ces réponses révèlent même une peur explicite du backlash en nous interpellant directement, nous enjoignant à « ne pas aller trop loin » ou se questionnant sur « l'ostracisation » ou « l'encouragement des agresseurs » que causerait la présence d'une association, et donc préconisant de ne finalement rien faire de spécifique aux LGBT+ – ce alors même que ces personnes sont en train de répondre, consciencieusement, à un

[20] Sur les questions de respectabilité et de normativité, se référer à :

Duggan, Lisa. 2002. « The new homonormativity: The sexual politics of neoliberalism », in *Materialising Democracy: Towards a Revitalized Cultural Politics*, Duke University Press, Durham

Dworkin, Andrea. 2012. *Les Femmes de droite*, (trad) Editions du Remue-Ménage, Montréal.

[21] Frye, Marilyn. 1983. *The Politics of Reality: Essays in Feminist Theory*, The Crossing Press, New York.

questionnaire allant en ce sens. Il nous est difficile de leur donner tout à fait tort : nous avons nous-même reçu de nombreuses réponses violentes et insultantes dans notre enquête, visant directement à nous blesser et à nous choquer (moqueries, menaces, etc). Nous interprétons ce backlash comme illustrant (en faisant taire les personnes qui parlent d'identités LGBT+) la volonté de maintenir à la marge les alternatives au système genré. Du côté des personnes LGBT+, cela semble correspondre également à une volonté de minimisation des conséquences négatives personnelles de cette domination, utilisant ainsi comme repoussoir la figure des « extrémistes » pour faire état de leur respectabilité²⁰.

Mais vaut-il mieux se taire et ne pas créer d'association afin de ne pas « faire de vagues » ? Il ne nous semble pas que cela soit une solution viable au regard des résultats obtenus lors de notre enquête. Les associations LGBT+ sont en effet perçues comme utiles voire nécessaires (chez les LGBT+ comme les non-LGBT+), et leur présence semble améliorer la prévalence de ces sujets dans l'ensemble de la vie associative (facilitant donc l'intégration des étudiant·e·s LGBT+ dans les associations non-LGBT+). Il nous semble donc pertinent de concevoir le retour de bâton auquel font face les étudiant·e·s LGBT+ comme faisant partie d'un système plus large de « double-contrainte »²¹. Dans ce système, toutes les options (parler ou se taire, jouer la carte de la « respectabilité » ou au contraire surjouer sa différence, etc) peuvent mener à des sanctions ou à une censure. Il n'y a donc plus de « bonne » solution sur le court terme, mais l'on peut toujours garder en tête l'objectif (plus lointain certes) de la disparition des LGBTphobies dans le système universitaire français. Et il paraît difficile d'imaginer que celle-ci se fasse sans la présence des associations.

Conclusion partielle

Pour conclure sur ce sujet, résumons en disant qu'il nous semblerait cohérent avec les résultats dans notre échantillon non pas que les associations LGBT+ améliorent tous les aspects de la vie de toutes les personnes concernées et en particulier leur sécurité, mais qu'en aidant au moins une partie des étudiant·e·s à s'exprimer et à revendiquer, elles provoquent une amélioration subjective de leur bien-être qui se traduit par le fait qu'ils jugent cette présence positive, parfois au prix d'une réaction de la part d'autres étudiant·e·s dans le but de soutenir le statu quo et potentiellement d'en tirer un bénéfice personnel (popularité du fait d'être celui qui « ose parler vrai », par exemple).

La seule voie de sortie semble se trouver dans la construction de coalitions avec des acteur·rice·s proches en termes de valeurs (associations féministes, syndicats, etc) ; ce qui permettrait de faire pression sur les administrations afin que les actes LGBTphobes ne soient plus considérés comme « cool » (en particulier les moqueries) mais comme réellement répréhensibles. Bien évidemment, les administrations ont souvent elles-mêmes peur de ces réactions de backlash. Toutefois, leur pouvoir est éminemment plus important que celui des étudiant·e·s LGBT+, et elles peuvent s'en remettre. De plus, il est de leur devoir d'agir pour le bien-être de leurs étudiant·e·s, et ce d'autant plus que la question des LGBTphobies n'est pas une simple question de « différence de points de vue » : le droit interdit les discriminations en raison du genre et de l'orientation sexuelle, et punit sévèrement tant les injures que les agressions.

CONCLUSION

Si cette enquête n'a pas été réalisée sur un échantillon représentatif, elle nous apprend tout de même des faits intéressants sur nos répondant·e·s et donc sur les LGBTphobies que ces dernier·e·s subissent dans l'enseignement supérieur.

En moyenne, sur une échelle de 0 à 10, nos répondant·e·s se placent à 7,5 en ce qui concerne leur sécurité en tant que personne LGBT+ ; en revanche, la moyenne est nettement plus basse pour leur perception de l'ouverture de leur établissement aux personnes LGBT+ (LGBTfriendliness), située à 5,3 en moyenne seulement. La différence provient peut-être du fait qu'en dépit du peu d'agressions physiques reportées, de nombreux actes LGBTphobes commis dans les établissements des répondant·e·s nous ont été rapportés : un·e répondant·e sur 10 en a été victime et près d'un·e sur trois en a été témoin. Cependant, parmi les victimes nous ayant répondu, 9 sur 10 ne rapportent pas ces faits à l'administration de leur établissement, souvent en considérant que cela serait inutile voire que cela pourrait leur nuire. Le fait que dans un peu moins d'un cas sur 5, les faits rapportés ont été commis par l'équipe académique ou dans un cours, contribuent à expliquer ce sous-report. Cela tendrait à nous indiquer que si les efforts pour l'inclusion fonctionnent partiellement, de façon à ce que les étudiant·e·s ne se sentent globalement pas en danger, ils ne sont pas suffisants et doivent être intensifiés et s'accompagner de suffisamment de communication pour que les étudiant·e·s se sentent pleinement accepté·e·s dans leur institution.

Cette conclusion est confortée par le sentiment très répandu dans l'échantillon que les établissements agissent peu pour l'inclusion. Moins de la moitié (40%) de notre échantillon LGBT+ a connaissance de mesures visant à l'inclusion des étudiant·e·s LGBT+, et même parmi ces personnes, il n'y a pas de politique appliquée de façon suffisamment générale pour que plus de la moitié des répondant·e·s la connaissent. Cela inclut la mise en place des sanctions pour les actes LGBTphobes, qui pourtant tombent sous le coup de la loi. De manière inquiétante, parmi nos répondant·e·s LGBT+, près de 9 sur 10 ne nous rapportent pas estimer que de telles sanctions soient prises, alors même que l'option leur ait été explicitement proposée dans le questionnaire. Un autre exemple de politique qui devrait être générale et que nos répondant·e·s LGBT+ ne semblent pas percevoir comme envisageable est la possibilité de changer leur prénom et genre, perçue comme possible par seulement 13% de l'échantillon des LGBT+. Il est très préoccupant que des mesures qui nous paraissent élémentaires soient relevées de façon si marginale dans notre échantillon que l'on peut pourtant imaginer comme plus renseigné qu'un public général du fait de sa proximité avec les associations LGBT+ étudiantes.

Cette enquête nous apprend également qu'en ce qui concerne le sentiment de sécurité de nos répondant·e·s, le facteur le plus important est celui de l'attitude et des actions de l'établissement (qui fait bondir le sentiment de sécurité quand l'administration est ouverte et proactive, et la fait diminuer considérablement dans le cas inverse). C'est à ce niveau-là que se joue la question de cet aspect du bien-être des étudiant·e·s et donc de la poursuite normale de leurs études, ainsi que leur construction et enrichissement personnel et intellectuel sur le campus. C'est pourquoi, afin de mieux pouvoir juger leurs activités liées à leurs étudiant·e·s LGBT+ et obtenir une image plus fidèle du climat sur leurs campus, nous appelons les établissements d'enseignement supérieur à partager à leur étudiant·e·s la prochaine édition de ce questionnaire. Nous remercions également les référent·e·s égalité femmes-hommes et anti-discrimination qui ont eu la gentillesse de le faire pour cette première édition.

Post-scriptum : à nos trolls, le Caélif non-reconnaissant

Comme nous l'avons signalé précédemment, environ 4% des réponses ont été soumises par des personnes tentant de discréditer notre action.

Le terme de « troll », utilisé pour décrire un comportement en ligne dès 1992, a reçu de nombreuses tentatives de définition. Nous en avons proposé une première dans le corps de notre enquête, mais nous nous pencherons ici sur celle de Whitney Phillips (2015), élaborée à partir d'un recensement des définitions précédentes et d'interviews avec des trolls. L'acte de « trolling » est alors « un spectre de comportements » sur des plateformes virtuelles mais se propageant également à l'espace non virtuel allant de l'envoi d'une vidéo bénigne au harcèlement en ligne effectués dans le but de se complaire de la réaction négative de la victime. Ce « plaisir de faire mal » est élevé au-dessus des autres valeurs et supposé comme visant également tou·te·s les internautes puisque l'on peut rire de tout. Toutefois, il cible tout particulièrement les activistes en ligne (en particulier femmes et LGBT+). La sous-culture troll accorde une grande valeur à l'anonymat des trolls et profite le plus souvent de l'absence d'anonymat de la victime du trolling. Le fait que le livre de Phillips soit paru en 2015 occulte peut-être l'entrisme de l'extrême-droite dans les milieux virtuels qui accueillent ces personnes (forums comme 4chan, Reddit, etc.) qui a éclaté lors de la campagne électorale américaine de 2016.

[22] Phillips, Whitney. 2015. *This Is Why We Can't Have Nice Things: Mapping the Relationship between Online Trolling and Mainstream Culture*. The MIT Press.

Nous avons considéré comme du trolling toute réponse qui nous semblait tenter de détourner l'enquête et/ou d'être explicitement et de façon assumée LGBTphobe. Nos raisons sont le fait que le mode d'action ressemble au trolling, contient des éléments de langage associés aux trolls anti-LGBT+ dont des « blagues » souvent publiées par ces personnes sur Internet, et a pour but de nous faire perdre du temps et surréagir. Cela va des personnes répondant « hélicoptère de combat » à la question sur leur genre à des cas plus limites de réponses paraissant incohérentes. Cette technique a un vrai potentiel de sabotage, et nous conduit à être parfois moins assuré·e·s de nos résultats. Il nous est en effet impossible de savoir, pour certaines des réponses contenant très peu d'informations, si elles sont sincères ; mais nous ne les avons retirées que si elles étaient trop suspectes.

Avec le recul de cette enquête, il nous semble également que certain·e·s de nos détracteur·ice·s qui ont indiqué penser que les questions étaient biaisées ont plutôt eu tort. En effet, nous avons laissé la possibilité aux répondant·e·s d'indiquer quand tout allait bien et il nous semble que beaucoup ont pris de fait cette opportunité pour nous fournir des informations rassurantes. De plus, un nombre non-négligeable de répondant·e·s se sont senti·e·s suffisamment à l'aise pour nous faire part de leurs doutes et désaccords avec les questions qui étaient posées, ce qui montre que la présentation du questionnaire ne les a pas tant rebuté·e·s. Ainsi, nous pensons que les répondant·e·s n'ont pas été outre mesure biaisé·e·s par les questions.

Retirer les réponses des trolls de l'échantillon a souvent dû être fait de manière individuelle et nous a donc fait perdre du temps et de l'énergie. Le fait que ces propos soient insultants (« nique les pds », par exemple, ou des comparaisons avec la zoophilie) est également à prendre en compte, car il est fatigant psychologiquement de traiter des insultes, surtout sur un questionnaire comptant tant de réponses. Le point positif de ces insultes, en revanche, est qu'elles fournissent une démonstration parfaite de ce que leurs auteurs souhaitent remettre en question : le niveau de violence auquel doivent faire face de nombreux·ses étudiant·e·s LGBT+ au sein de leur propre communauté étudiante, censée être un lieu d'épanouissement.

GLOSSAIRE

Agression : une agression, au sens légal du terme, est une attaque soudaine, brutale et violente d'un individu sur un autre, avec l'intention de le blesser. Cette catégorie inclut les agressions verbales, physiques ou sexuelles.

Asexuel·le : personne qui ne ressent pas d'attraction sexuelle.

Bisexuel·le : personne revendiquant une attraction pour des personnes de plus d'un genre.

Gay : Homme attiré par des hommes.

Genre : bipartition posée comme naturelle de l'humanité en hommes et femmes dans le but d'établir une hiérarchie entre ces deux catégories. Nous considérons ici le genre comme système, ce qui est à différencier de l'identité de genre.

Hétérosexuel·le : personne attirée exclusivement par le genre opposé.

Homosexuel·le : personne attirée exclusivement par le même genre.

Identité de genre : désigne l'appartenance et le sentiment d'appartenance à une catégorie de genre.

Injure (sens légal) : Parole (ou écrit) adressée à une personne dans le but de l'offenser ou de la blesser. L'injure peut être publique ou privée.

Intersexe : personne dont les caractéristiques sexuelles de naissance au sens large ne correspondent pas à la classification binaire masculin/féminin.

Lesbienne : femme attirée par les femmes.

LGBT+ : Lesbienne, Gay, Bi, Trans, et autres identités revendiquées de minorités sexuelles et de genre (queer, intersexes, asexuel·le-s,...). Il est courant d'utiliser désormais « LGBTQI+ » ou « LGBTI+ », mais notre questionnaire ayant surtout permis de recevoir des réponses d'étudiant·e-s appartenant aux quatre premières lettres, nous avons gardé le premier sigle.

LGBTfriendly : acceptation des personnes LGBT+.

LGBTphobies : attitudes, croyances et actes discriminatoires et/ou injurieux envers la communauté LGBT+ ou une personne appartenant de façon réelle ou supposée à cette communauté.

Mégenrage : utilisation du pronom ou d'un prénom ne correspondant pas à l'identité revendiquée d'une personne (par exemple dire « elle » à un homme trans).

Non-binaire : personne qui ne se définit comme ni femme, ni homme

Out : faire son coming-out, c'est revendiquer ouvertement une identité LGBT+ face à quelqu'un·e. Être out, c'est le revendiquer de façon visible en règle générale, et être out à quelqu'un·e, c'est avoir déjà fait son coming-out à cette personne.

Pansexuel-le : personne revendiquant être attirée par tous types de personnes indépendamment de leur genre.

Queer : Deux usages de ce terme coexistent. Il peut s'agir d'un terme « parapluie » regroupant les diverses identités de la communauté LGBT+. Le deuxième usage considère le terme « queer » comme une identité politique revendiquant à briser les normes de genre et de sexualité sans vouloir se reconnaître dans les cases des autres identités.

Trans, transgenre : personne dont l'identité de genre ne correspond pas au genre attribué à la naissance. Il était d'usage, il y a quelques décennies d'utiliser le terme « transsexuel-le », mais celui-ci n'est plus d'actualité et est considéré comme offensant par de nombreux·ses militant·e·s trans.